CONSEIL MUNICIPAL DE MONTREUIL-SUR-MER

SEANCE DU 29 JUIN 2016

Conformément au Code des Communes, Nous, Charles BAREGE, Maire de la Ville de Montreuil-sur-Mer, avons convoqué au moyen de lettres individuelles, remises par les Agents de Police, Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux en exercice, pour délibérer sur les affaires dont la désignation suit :

- Procès-Verbal de la réunion précédente
- Bilan 2015 des acquisitions et ventes d'immeubles
- Proposition d'approbation du projet de périmètre de la future communauté d'agglomération issue de la fusion – Transformation des Communautés de Communes Mer et Terres d'Opale, du Montreuillois et Opale Sud
- Proposition de révision des statuts de la « Communauté de Communes du Montreuillois » préfigurant la fusion des Communautés de Communes et permettant à la future communauté d'agglomération de disposer de compétences harmonisées dans le cadre de la fusion
- Proposition d'adhésion à l'agence d'attractivité en Opale – Canche – Authie
- Immeuble Loisel le Gaucher – Proposition de déclassement et décision de vente
- Etablissement Public Foncier – Proposition de convention opérationnelle pour l'opération : « Habitations rue Pierre Ledent à Montreuil-sur-Mer »
- Demande d'autorisation du Maire au Conseil Municipal de défendre les intérêts de la Ville de Montreuil-sur-Mer devant le Tribunal Administratif de Lille et ce, dans le cadre de la requête présentée par Monsieur Christophe COLPIN
- Informations concernant les marchés à procédure adaptée
- Proposition d'approbation du règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres
- Convention de mandat passée entre le Service des Eaux et la CCM relative aux travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable sur la Commune d'Ecuires (OTEU phase n° 2) – Avenant n° 1
- Convention de mandat passée entre le Service des Eaux et la CCM relative aux travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable sur la Commune d'Ecuires – Rue du Marais
- Recherche permanente de fuites sur le réseau d'eau potable par pré-localisation – Demande de subvention sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Artois Picardie
- Restauration de la Chapelle de l'Hôtel Dieu (clos et couvert, Tour et flèche) – Attribution du marché de maîtrise d'œuvre
- Travaux d'aménagement d'un jardin botanique – Attribution du marché de maîtrise d'œuvre et demandes de subventions sollicitées auprès de l'Agence de l'Eau et au titre du dispositif « LEADER »
- Rapport 2015 sur la gestion et le fonctionnement du Service des Eaux
- Boutiques et droits d'entrées des sites de la Citadelle et du Musée – Mise à jour des tarifs
- Proposition de modification de la convention de location des locaux de la Crêperie de la rue du Clape en Bas
- Décision Budgétaire Modificative
- Admissions en non-valeur et créances éteintes
- Personnels
- Questions diverses

Montreuil-sur-Mer, le 23 Juin 2016

Le Maire : Charles BAREGE

L'an deux mille seize, le Vingt Neuf Juin à 19 heures, le Conseil Municipal de la Ville de Montreuil-sur-Mer, légalement convoqué le Jeudi 23 Juin 2016, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la Présidence de Monsieur Charles BAREGE, Maire.

Etaient présents Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de Mesdames Monique PIQUES et Françoise DENIS, absentes excusées, ayant respectivement donné pouvoir à Monsieur François DESRUES et Madame Claudine DARRAS, Madame Aurélie LEBLOND et Monsieur Thibaut BOURRE, absents excusés

Le Conseil, invité à choisir le Secrétaire de Séance, désigne Monsieur François DESRUES qui accepte ces fonctions et prend place au bureau.

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 29 JUIN 2016

- Procès-verbal de la réunion précédente

Le procès-verbal de la réunion du 05 Avril 2016 est adopté à l'unanimité.

- Bilan 2015 des acquisitions et ventes d'immeubles

L'état des acquisitions et cessions d'immobilisations réalisées par la Ville de Montreuil-sur-Mer au titre de l'année 2015 est le suivant :

Acquisitions d'immobilisations

Néant

Cessions d'immobilisations

- Ensemble immobilier, 19 rue Carnot à Montreuil-sur-Mer, vendu le 30 Septembre 2015 pour un montant de 300.000,00 € à la Société AVI
Cadastré section AB n° 444 pour 533 m2
- Parcelles de terrain, rue de la Chaîne à Montreuil-sur-Mer, vendu le 13 Mai 2015 pour un montant de 57.000,00 € à Monsieur et Madame Oliver SCHMALZRIEDT
Cadastrées section AD n° 398 & 399 pour 272 m2 Lieu-dit « Place Gambetta »

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité moins une abstention (Monsieur Bruno BETHOUART).

- Proposition d'approbation du projet de périmètre de la future communauté d'agglomération issue de la fusion – Transformation des Communautés de Communes Mer et Terres d'Opale, du Montreuillois et Opale Sud

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-5-1, L. 5211-41-3 III et IV, L. 5214-1 et suivants et L. 5216-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment l'article 60 III ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 35 ;
Vu le projet de Schéma de coopération intercommunale (SDCI) proposant le périmètre de la Communauté d'agglomération issue de la fusion-transformation des Communautés de communes Mer et Terres d'Opale, du Montreuillois et Opale Sud ;
Vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2016 portant projet de périmètre de la future communauté d'agglomération issue de la fusion des Communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale.
Vu les statuts de la Communauté de communes Mer et Terres d'Opale ;
Vu les statuts de la Communauté de communes du Montreuillois ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Opale Sud ;
Vu les projets de statuts « cible » pour la future communauté d'agglomération et les projets de modifications de statuts de la Communauté de Communes du Montreuillois (CCM) pour préfigurer et faciliter la procédure de fusion-transformation des trois communautés de communes concernées par la communauté d'agglomération proposée au Schéma départemental de coopération intercommunale ;
Vu également la Charte élaborée sur plusieurs séminaires, réunions de travail et actée par les élus des trois communautés de communes concernées lors du séminaire du 11 juin 2016 à Montreuil-sur-Mer ;

La charte acte des différentes modalités de fonctionnement de la future agglomération tant sur l'exercice des compétences, les options financières et fiscales, la gouvernance et l'organisation administrative ;

Considérant la démarche participative initiée depuis l'automne 2015 par les exécutifs des Communautés de communes Mer et Terres d'Opale, du Montreuillois et Opale Sud en vue de leur fusion au 1^{er} janvier 2017 ;
Considérant les nombreux séminaires et groupes de travail ouverts aux élus des 46 communes concernées par ce projet et les réunions publiques organisées les 3, 6 et 8 juin 2016 à Montreuil-sur-Mer, Le Touquet Paris Plage et Berck-sur-Mer ;
Considérant que l'intérêt des communes et des territoires de ces trois communautés de communes conduit à approuver fortement ce projet de fusion ;
Considérant que la fusion des 3 communautés de communes permettrait au territoire, sous réserve de se doter préalablement des compétences similaires prévues à l'article L. 5216-5 du CGCT, de se transformer plus facilement en communauté d'agglomération ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, les Membres du Conseil Municipal sont invités à :

Article 1 : émettre un avis favorable au projet de périmètre notifié par Madame la Préfète du Pas-de-Calais et tel que défini à l'arrêté Préfectoral du 17 mai 2016.

Article 2 : approuver en conséquence le projet de périmètre de fusion et transformation en communauté d'agglomération des Communautés de communes Mer et Terres d'Opale, du Montreuillois et Opale Sud.

Article 3 : dénommer la future communauté d'agglomération « Communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois ».

Article 4 : décider que la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois aura son siège à Montreuil-sur-mer et provisoirement Hôtel de ville 16, place Gambetta.

Article 5 : décider que le nombre de délégués communautaires est arrêté à 82 et la répartition par commune comme suit :
Berck-sur-Mer : 14 ; Etaples : 10 ; Cucq, le Touquet Paris Plage et Rang du Fliers : 4; Merlimont : 3 ;
Montreuil-sur-Mer, Camiers et Verton : 2 ; les 37 autres communes : 1.

Article 6 : charger Monsieur le Maire, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée à Madame la Préfète du Pas-de-Calais.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Proposition de révision des statuts de la « Communauté de Communes du Montreuillois » préfigurant la fusion des Communautés de Communes et permettant à la future communauté d'agglomération de disposer de compétences harmonisées dans le cadre de la fusion**

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-5-1, L. 5211-41-3 III et IV, L.5214-1 et suivants et L. 5216-1 et suivants ;

Vu également les dispositions des articles L.5211-17 et suivants du CGCT

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment l'article 60 III ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 35 ;

Vu le projet de Schéma de coopération intercommunale (SDCI) proposant le périmètre de la Communauté d'agglomération issue de la fusion-transformation des Communautés de communes Mer et Terres d'Opale, du Montreuillois et Opale Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2016 portant projet de périmètre de la future communauté d'agglomération issue de la fusion des Communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale.

Vu les projets de statuts « cible » pour la future communauté d'agglomération et les projets de modifications de statuts de la Communauté de Communes du Montreuillois (CCM) pour préfigurer et faciliter la procédure de fusion-transformation des trois communautés de communes concernées par la communauté d'agglomération proposée au Schéma départemental de coopération intercommunale ;

Vu également la Charte élaborée sur plusieurs séminaires, réunions de travail et actée par les élus des trois communautés de communes concernées lors du séminaire du 11 juin 2016 à Montreuil-sur-mer.

La charte acte les différentes modalités de fonctionnement de la future agglomération tant sur l'exercice des compétences, les options financières et fiscales, la gouvernance et l'organisation administrative ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Montreuillois du 14 juin 2016 portant révision des statuts de ladite communauté;

Considérant la démarche participative initiée depuis l'automne 2015 par les exécutifs des Communautés de communes Mer et Terres d'Opale, du Montreuillois et Opale Sud en vue de leur fusion au 1^{er} janvier 2017 ;

Considérant les nombreux séminaires et groupes de travail ouverts aux élus des 46 communes concernées par ce projet et les réunions publiques organisées les 3, 6 et 8 juin 2016 à Montreuil-sur-mer, Le Touquet Paris Plage et Berck-sur-Mer ;

Considérant que l'intérêt des communes et des territoires de ces trois communautés de communes conduit à approuver ce projet de fusion ;

Considérant que la fusion des 3 communautés de communes permettra au territoire, sous réserve de se doter préalablement des compétences similaires prévues à l'article L.5216-5 du CGCT, de se transformer plus facilement en communauté d'agglomération ;

Considérant par ailleurs que les élus ont, lors de leurs travaux successifs, proposé que les compétences des communautés de communes convergent pour permettre une harmonisation plus rapide des compétences de la communauté d'agglomération

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, les Membres du Conseil Municipal sont invités à :

Article 1 : approuver la révision statutaire proposée par la Communauté de Communes du Montreuillois, telle qu'annexée à la présente délibération, afin de se doter des compétences nécessaires à la transformation de la future communauté en communauté d'agglomération dès sa création,

Article 2 : demander que ces nouveaux statuts entrent en vigueur au 31 décembre 2016

Article 3 : approuver les dispositions de la charte portant création de la « Communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois (CA2BM) » et « l'agence d'attractivité en Opale-Canche-Authie »

Article 4 : charger Monsieur le Maire, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée à Madame la Préfète du Pas-de-Calais.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Proposition d'adhésion à l'agence d'attractivité en Opale – Canche – Authie**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-22 du CGCT;

Vu l'avis du conseil d'Etat du 11 mars 1958 confirmant la possibilité pour une commune d'adhérer à une association

Vu également le projet de statuts de l'association « Agence de développement économique, touristique et territorial appelée « Agence d'attractivité en Opale - Canche - Authie »

Considérant le travail mené, en amont, par le Syndicat Mixte du Montreuillois sur le développement du territoire ; politique « Pays », Plan Local de Développement Economique, Espace Info-Formation, politique culturelle « Pays d'art et d'histoire », Résidences d'artistes, Développement Touristique, reprenant l'activité initiale de l'association « Pays du Montreuillois » avant sa nécessaire transformation en Syndicat Mixte afin de porter le Schéma de Cohérence Territoriale, ...

Considérant que l'intérêt de la commune et des territoires de ces trois communautés conduit à approuver fortement la création de l'agence d'attractivité en s'appuyant sur une évolution de l'association du « Pays du Montreuillois » en permettant d'associer les acteurs socio-économiques du territoire.

Considérant notamment que les enjeux supra-communautaires nécessitent que le territoire se dote d'une agence de développement pour intervenir sur des thématiques majeures telles le développement économique, l'urbanisme et l'habitat, la promotion touristique et la formation et l'insertion.

Considérant qu'au titre des compétences de la commune, la Ville de Montreuil-sur-Mer a un intérêt à participer à ladite agence d'attractivité.

Monsieur le Maire propose aux Membres du Conseil Municipal :

Article 1 : d'approuver le projet de statuts de l'agence d'attractivité joint à la présente délibération

Article 2 : d'adopter le principe d'adhésion de la commune à ladite agence d'attractivité.

Article 3 : de désigner Madame Aude LEMATTRE et Monsieur François DESRUES pour représenter la commune au sein de l'agence d'attractivité.

Article 4 : de charger son maire, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée à Madame la Préfète du Pas-de-Calais.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Immeuble Loisel le Gaucher – Proposition de déclassement et décision de vente**

Par délibération en date du 22 Décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montreuil-sur-Mer a décidé de vendre à la Société AVI SAS, l'immeuble Loisel le Gaucher moyennant le prix de 520.000 € conforme à l'estimation du Service Local des Domaines et ce, en vue de la création de 6 appartements.

Ledit immeuble ayant été acquis du Conseil Départemental de la Seine Saint-Denis sous le statut de la domanialité publique, il convient conformément à l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des personnes publiques, de constater la désaffectation du bien, d'en prononcer son déclassement et de décider la vente à la Société AVI SAS de l'immeuble « Loisel Le Gaucher » moyennant le prix de 520.000 €.

Monsieur le Maire rappelle que l'acte de vente sera passé en l'étude de Maître HERNU, Notaire à Montreuil-sur-Mer.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Etablissement Public Foncier – Proposition de convention opérationnelle pour l'opération : « Habitations rue Pierre Ledent à Montreuil-sur-Mer »**

Par délibération en date du 20 Octobre 2015, le Conseil Communautaire a décidé de passer une Convention-Cadre avec l'E.P.F. (Etablissement Public Foncier) pour la mise en œuvre d'un Programme Pluriannuel d'Intervention définissant la stratégie foncière envisagée sur le territoire de l'intercommunalité et de ses communes membres.

Monsieur le Maire précise que l'E.P.F. est un EPIC (Etablissement public à caractère industriel et commercial) habilité à procéder pour le compte des collectivités territoriales à des acquisitions foncières, des opérations immobilières, des études et travaux de nature à faciliter la réalisation des projets issus de la politique de l'habitat des collectivités territoriales. En d'autres termes, l'E.P.F. est chargé de négocier et acquérir des biens, il en assure la gestion et la maîtrise des travaux.

Le Programme Pluriannuel d'Intervention signé entre l'E.P.F. et la CCM est décliné en trois axes thématiques.

Axe 1 – Le foncier de l'habitat ou du logement social

Axe 2 – Le foncier et l'immobilier industriel et de services

Axe 3 – Le foncier de la biodiversité et des risques

Parmi les opérations proposées par la « Communauté de Communes du Montreuillois » figure l'opération « Montreuil-sur-Mer – Habitations rue Pierre Ledent » où a été identifié un ensemble immobilier ancien composé de trois immeubles mitoyens vacants ou sous-occupés.

La Ville de Montreuil-sur-Mer souhaite qu'une opération immobilière en réhabilitation puisse intervenir en vue d'y développer un programme « habitat ». L'intervention de l'EPF permettrait la maîtrise de ces trois propriétés et la conception d'un projet immobilier global.

Afin d'assurer sa mise en œuvre, une convention opérationnelle doit être passée entre l'EPF et la Ville de Montreuil-sur-Mer arrêtant les conditions de réalisation de l'opération : négociation, acquisition et portage foncier de l'EPF, gestion des biens par l'EPF, cession des biens acquis par l'EPF à la Commune ou à un tiers désigné par la Ville de Montreuil-sur-Mer.

Ceci étant exposé, le Conseil Municipal est invité à solliciter l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas-de-Calais pour qu'il assure l'acquisition et le portage foncier des biens concernés par l'opération selon les modalités définies dans la convention opérationnelle notamment quant aux termes de la rétrocession des biens à la Commune.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

➤ **Demande d'autorisation du Maire au Conseil Municipal de défendre les intérêts de la Ville de Montreuil-sur-Mer devant le Tribunal Administratif de Lille et ce, dans le cadre de la requête présentée par Monsieur Christophe COLPIN**

Par courrier en date du 06 Juin 2016, la Ville de Montreuil a été informée par le Tribunal Administratif de Lille, de la requête présentée par Monsieur Christophe COLPIN à l'encontre de la Ville de Montreuil, enregistrée le 02 juin 2016.

Ce recours porte sur l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (I.S.M.F.) de cet agent.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à autoriser le Maire, à confier à Maître Alain VAMOUR Avocat au sein du Cabinet BIGNON LEBRAY le soin de défendre les intérêts de la « Ville de Montreuil-sur-Mer » tout au long de la procédure susvisée.

Les frais afférents à cette action en justice seront supportés au moyen de crédits inscrits au Budget municipal.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité moins deux abstentions (Messieurs Bruno BETHOUART et Jean-Michel DUCROCQ).

➤ **Informations concernant les marchés à procédure adaptée**

En vertu de ma délégation en date du 10 avril 2014 prise sur le fondement de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, m'autorisant à préparer, signer, exécuter et régler les marchés publics à procédure adaptée, je vous informe que j'ai procédé à l'attribution des marchés suivants :

Marché 2016-02 : Création de parkings

Le marché à procédure adaptée est attribué à l'entreprise EUROVIA pour un montant de 151.144,82 € HT, dont 42.057,97 € HT correspondant à l'installation de conteneurs à déchets enterrés qui sera remboursée par la Communauté de Communes du Montreuillois dans le cadre d'une convention de mandat.

Marché 2016-03 : Travaux de mise en sécurité et création d'un local poubelles-Ecole Vauban & école des Remparts

Le marché alloti à procédure adaptée est attribué à :

- l'entreprise LIGNIER pour un montant de 147.953,90 € HT pour le lot n° 1 : Gros-œuvre étendu
- l'entreprise SPEED-ELEC pour un montant de 61.254,90 € HT pour le lot 2 : Electricité
- l'entreprise TEILLIER Didier pour un montant de 34.948,35 € HT pour le lot n° 3 : Peintures et sols souples

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Proposition d'approbation du règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres**

Depuis le 1^{er} avril 2016, les règles de passation des marchés sont désormais régies par deux textes, à savoir l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et le Décret 2016-360 du 25 mars 2016.

L'article 102 de la nouvelle ordonnance a abrogé, le code des marchés publics de 2006. Les nouvelles règles de composition et de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres, pour les procédures formalisées dont l'estimation est égale ou supérieure aux seuils Européens (fixés au 1^{er} janvier 2016 pour une durée de deux ans à savoir : 209.000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des collectivités territoriales et 5.225.000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concessions, sont désormais régies par les articles L 1414-2 et L 1411-5 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales).

Cependant, certaines règles de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres, ne sont plus régies par les textes. Il convient donc de les définir dans un règlement intérieur qui sera annexé à cette délibération. Ce règlement prévoit de conserver les mêmes règles qu'auparavant, à savoir :

- En cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante
- Les convocations aux réunions sont adressées à leurs membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion
- Le procès-verbal de la Commission comprendra les observations du ou des membres ayant demandé leur inscription,
- Un membre titulaire qui sera absent désigne lui-même son suppléant
- le Maire, Président de droit de cette Commission, peut se faire représenter aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres. S'il est fait usage de cette faculté, cette désignation sera formalisée par un arrêté qui n'est pas de la compétence de l'Assemblée Délibérante. Le représentant ne peut pas être désigné parmi les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter le règlement intérieur annexé à cette délibération.
Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Convention de mandat passée entre le Service des Eaux et la CCM relative aux travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable sur la Commune d'Ecuire (OTEU phase n° 2) – Avenant n° 1**

Par délibération en date du 10 Juillet 2014, le Conseil Municipal a approuvé la passation d'une convention de mandat avec la Communauté de Communes du Montreuillois relative aux travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable sur le territoire d'Ecuire dans le cadre des travaux d'assainissement OTEU phase n° 2.

Réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes du Montreuillois, ces travaux étaient estimés à 43.961,00 € H.T.

Suite à la réception du décompte général définitif de l'entreprise attributaire du marché, le montant des travaux réalisés pour le compte du Service des Eaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer s'élève à 43.783,12 € H.T. soit 52.539,75 € TTC.

Il convient dès lors de conclure un avenant n°1 à cette convention de mandat pour entériner le montant définitif des travaux.

Le Conseil Municipal est invité à approuver la passation de l'avenant n° 1 à ladite convention de mandat.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Convention de mandat passée entre le Service des Eaux et la CCM relative aux travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable sur la Commune d'Ecuires – Rue du Marais**

Dans le cadre des travaux d'assainissement sur la commune d'Ecuires (rue du Marais - 1^{ère} et 2^{ème} phases), la Communauté de Communes du Montreuillois a lancé un appel d'offres pour la réalisation de travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées (service assainissement de la CCM), pour la sur-largeur de tranchée et pose de fourreaux dans le cadre de l'enfouissement (commune d'Ecuires) et pour le renouvellement des branchements d'eau potable (Service des Eaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer).

Tel qu'il est attribué, le marché à procédure adaptée est décomposé comme suit :

TRANCHE CONCERNEE	COLLECTIVITE CONCERNEE	Montant en € H.T.
TRANCHE FERME - PREMIERE PHASE	PARTIE 1 - CCM	189 853.90
	PARTIE 2 - ECUIRES	100 402.00
	PARTIE 3 - SCE EAUX VILLE MONTREUIL	33 383.90
	TOTAL TRANCHE FERME	323 639.80
TRANCHE CONDITIONNELLE - SECONDE PHASE	PARTIE 1 - CCM	214 705.80
	PARTIE 2 - ECUIRES	94 771.60
	PARTIE 3 - SCE EAUX VILLE MONTREUIL	46 069.20
	TOTAL TRANCHE CONDITIONNELLE	355 546.60
TOTAUX TRANCHES FERME ET CONDITIONNELLE		679 186.40

Les travaux propres au Service des Eaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer, estimés à 79.453,10 € H.T., étant réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la CCM, le Conseil Municipal est invité à approuver la passation d'une convention de mandat avec la CCM.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Recherche permanente de fuites sur le réseau d'eau potable par pré-localisation – Demande de subvention sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Artois Picardie**

Sur l'ensemble du réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montreuil-sur-Mer, un quart de l'eau mis en distribution n'arrive pas à l'utilisateur. Cette perte d'eau est en partie le résultat des fuites présentes sur les 42 kms de canalisations.

Ces fuites proviennent essentiellement de la vétusté des canalisations et des organes hydrauliques disposés sur le réseau. Les facteurs de risques sont multiples : conditions de pose, nature du terrain, âge des conduites, environnement du réseau etc...

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 dit décret « fuites », issu de l'engagement 111 du Grenelle de l'Environnement, a pour objet d'inciter les collectivités en charge des services d'eau à améliorer leur rendement en eau potable dès lors que celui est inférieur à un rendement seuil dont le calcul est fixé par le décret. En cas de non-conformité, l'élaboration d'un plan d'actions visant à réduire les fuites est exigée.

En 2015, le rendement du réseau de distribution du service des eaux de Montreuil-sur-Mer était de 73,54 % et le rendement seuil minimum attendu de 68,80 %.

Pour faciliter la recherche et la localisation des fuites, et ainsi hiérarchiser les actions à mettre en œuvre, le réseau d'alimentation en eau potable a été divisé en zones de distribution.

Afin d'améliorer le rendement, il est envisagé de mettre en place une solution intégrée de détection et localisation de fuites quotidiennes sur certains secteurs de la Ville Haute, de la Basse Ville, d'Ecuires et de Beaumerie. Aussi, les 150 pré-localisateurs permettront une surveillance continue des fuites sur le réseau d'eau potable.

Estimé à 128.891,00 € H.T., le projet est susceptible de bénéficier d'une participation financière de l'Agence de l'Eau Artois Picardie jusqu'à 70% du montant prévisionnel des dépenses.

Le Conseil Municipal est invité à :

- Approuver le principe de l'opération
- Autoriser Monsieur le Maire à solliciter la subvention auprès de l'Agence de l'Eau Artois Picardie
- A signer toutes les pièces utiles à la réalisation de l'opération

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Restauration de la Chapelle de l'Hôtel Dieu (clos et couvert, Tour et flèche) – Attribution du marché de maîtrise d'œuvre**

Par délibération en date du 19 décembre 2006, le Conseil Municipal de la ville de Montreuil-sur-Mer a décidé de confier à un architecte du patrimoine la réalisation d'un bilan sanitaire de la Chapelle de l'Hôtel Dieu permettant de dresser un programme de travaux.

Par délibération en date du 08 juillet 2008, le Conseil Municipal a été informé de l'attribution du marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour les travaux de restauration de la Chapelle de l'Hôtel Dieu au cabinet T'Kint pour un montant de 80.000,00 € H.T.

L'étude achevée fin 2008 a abouti à un montant prévisionnel de travaux de 1.408.500 € H.T. correspondant à la restauration complète de l'édifice (couverture, maçonnerie intérieure et extérieure, flèche et vitraux).

Par délibérations en date du 21 octobre 2010 et du 21 décembre 2010, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à solliciter le soutien financier de la DRAC et du Conseil Départemental du Pas-de-Calais pour une première tranche de travaux comprenant la restauration de la travée du clocher et a entériné l'actualisation des prix correspondante.

Par délibérations en date du 28 septembre 2011, du 27 septembre 2012 et du 28 mars 2013, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer l'appel d'offres et à signer toutes les pièces utiles à la réalisation de cette opération.

Compte tenu du budget nécessaire et des contraintes budgétaires qui pèsent sur les collectivités locales depuis quelques années, cet appel d'offres n'a pu être lancé. La collectivité, en collaboration avec la DRAC, a redéfini un programme de travaux en adéquation avec les contraintes financières actuelles.

Le programme ainsi redéfini, la municipalité a préféré mettre fin au contrat de maîtrise d'œuvre dans la mesure où ce dernier ne correspondait plus avec le besoin actuel.

En revanche, la Chapelle présente, aujourd'hui, des désordres extérieurs inquiétants du point de vue sécuritaire. Aussi, la collectivité ne peut s'affranchir de travaux urgents concernant le clos et couvert, la Tour et la Flèche.

Compte tenu de la valeur patrimoniale du bâtiment, il est nécessaire pour la municipalité de s'entourer des compétences d'un architecte Monuments Historiques pour superviser les travaux jugés urgents.

A cet égard, en vertu de la délégation en date du 11 avril 2014 prise sur le fondement de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant Monsieur le Maire à préparer, exécuter et régler les marchés publics à procédure adaptée, le Conseil Municipal est informé de l'attribution du marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de restauration de la Chapelle de l'Hôtel Dieu- clos et couvert/ Tour et Flèche) au cabinet T'Kint pour un montant de 24.952,00 € H.T.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Travaux d'aménagement d'un jardin botanique – Attribution du marché de maîtrise d'œuvre et demandes de subventions sollicitées auprès de l'Agence de l'Eau et au titre du dispositif « LEADER »

La Ville de Montreuil-sur-Mer mène depuis quelques années une politique volontariste en matière de préservation de l'environnement.

Par délibération en date du 25 juin 2012, le Conseil Municipal a approuvé cette dynamique en s'engageant à respecter la charte d'entretien des espaces publics pour la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques et à développer sur l'ensemble du territoire communal la gestion différenciée tout en sensibilisant la population à ses effets concrets.

Par délibération en date du 20 mars 2014, le Conseil Municipal a approuvé cette démarche par la réalisation d'un plan pluriannuel de mise en place d'une gestion différenciée, y compris plan de désherbage, sur les espaces verts de la ville.

Ce plan de gestion, document de planification par excellence, regroupe les actions à réaliser à partir d'une approche descriptive et d'une évaluation qualitative des différents sites retenus. A ce titre, le jardin de la maison des associations a été identifié pour accueillir un jardin botanique.

Compte tenu de la spécificité de la démarche, la Ville de Montreuil-sur-Mer a souhaité s'entourer des compétences d'un bureau d'études afin de calibrer au mieux le projet.

Aussi, en vertu de la délégation en date du 10 avril 2014 prise sur le fondement de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant Monsieur le Maire à préparer, exécuter et régler les marchés publics à procédure adaptée, le Conseil Municipal est informé de l'attribution du marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre partielle pour les travaux d'aménagement d'un jardin botanique au bureau d'études ALFA ENVIRONNEMENT pour un montant de 4.200,00 € H.T.

Estimé entre 15.000,00 € et 20.000,00 € H.T., le projet est susceptible de mobiliser des financements auprès de l'Agence de l'Eau Artois Picardie, du Conseil Régional les Hauts de France et des fonds LEADER.

Le Conseil Municipal est invité à :

- Approuver le principe de l'opération
- Autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions au taux maximum auprès des différents partenaires susceptibles de financer le projet et notamment l'Agence de l'Eau Artois Picardie

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport 2015 sur la gestion et le fonctionnement du Service des Eaux

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et le fonctionnement du Service des Eaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer en 2015 et informe les Membres du Conseil Municipal que les éléments chiffrés relatifs au taux de rendement sont encourageants. En effet, grâce d'une part, à la pose de compteurs de sectorisation et d'autre part, aux campagnes de recherche de fuites financées par l'Agence de l'Eau Artois Picardie, le taux de rendement a atteint un taux de 73,54 % (52,64 % en 2014) soit une augmentation de 20,90 points.

Le Conseil Municipal est invité à approuver ce rapport pour l'année 2015.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Boutiques et droits d'entrées des sites de la Citadelle et du Musée – Mise à jour des tarifs**

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à appliquer les tarifs suivants en accord avec le trésor public et ce, à compter du 01^{er} Juillet 2016.

CITADELLE/MUSEE RODIERE DE MONTREUIL-SUR-MER

ENTREES AU SITE

Plein tarif : 5€, entrée citadelle. Ce billet permet une entrée gratuite au musée Opale Sud de Berck-sur-mer dans un délai d'un an et tarif réduit au musée du Touquet, au musée Quentovic et au musée de la marine à Etaples.

Tarif réduit : 3€. Sur présentation d'un justificatif : moins de 18 ans, plus de 65 ans, demandeurs d'emploi, étudiants, résidents de Montreuil-sur-Mer, personnes présentant un handicap, détenteurs d'un billet du musée du Touquet, du musée Quentovic ou du musée de la Marine d'Etaples. Ce billet permet une entrée gratuite au musée Opale Sud de Berck-sur-mer dans un délai d'un an et tarif réduit au musée du Touquet, au musée Quentovic et au musée de la marine à Etaples.

Entrée gratuite. Sur présentation d'un justificatif : enfants de moins de 12 ans, détenteurs d'un billet du musée Opale Sud de Berck-sur-mer de moins de un an, journalistes, professionnels du Tourisme, membres de l'ICOM (International council of museums), Amis des musées de Montreuil-sur-Mer, détenteur d'une carte Pass'5 musées à la carte.

Entrée gratuite le premier dimanche du mois sauf en juillet et août et lors de journées spéciales d'ampleur régionales ou nationales (journées du patrimoine, journées des sites fortifiées, nuit des musées)

Tarif groupe : 3€. A partir de 15 personnes en visite libre, valable pour le musée de Berck-sur-mer.

Location de tablettes numériques : 2€

Pass cinq musées à la carte : entrée gratuite aux sites faisant partis du réseau des musées d'Opale-Sud, municipal Touquet et d'Etaples (Quentovic et musée de la Marine)

Carte SOLO : 14€

Carte DUO : 20€

PASS CITADELLE/CHAPELLE DE L'HOTEL-DIEU/ HOTEL ACARY DE MONTREUIL-SUR-MER

A la citadelle seront vendus des pass pour permettre l'accès à deux lieux supplémentaires entre le 1er juillet et le 16 septembre 2016 entre 15h et 18h tous les jours sauf le mardi. Le mardi pourra être un jour d'ouverture gratuite de la chapelle de l'hôtel-Dieu.

PASS 3 sites : Citadelle/Chapelle Saint-Nicolas de l'hôtel-Dieu/Acary

Tarif : 7€ (Ce billet permet une entrée gratuite au musée Opale Sud de Berck-sur-mer dans un délai d'un an et tarif réduit au musée du Touquet, au musée Quentovic et au musée de la marine à Etaples).

Tarif réduit : 5€ Sur présentation d'un justificatif : moins de 18 ans, plus de 65 ans, demandeurs d'emploi, étudiants, résidents de Montreuil-sur-Mer, personnes présentant un handicap, détenteurs d'un billet du musée du Touquet, du musée Quentovic ou du musée de la Marine d'Etaples. (Ce billet permet une entrée gratuite au musée Opale Sud de Berck-sur-mer dans un délai d'un an et tarif réduit au musée du Touquet, au musée Quentovic et au musée de la marine à Etaples.)

Entrée gratuite. Sur présentation d'un justificatif : enfants de moins de 12 ans, détenteurs d'un billet du musée Opale Sud de Berck-sur-mer de moins de un an, journalistes, professionnels du Tourisme, membres de l'ICOM (International Council of Museums), Amis des musées de Montreuil-sur-Mer, détenteur d'une carte Pass'5 musées à la carte.

PASS deux sites : Chapelle Saint-Nicolas de l'hôtel-Dieu /Acary : 3€ (Ce billet permet une entrée gratuite au musée Opale Sud de Berck-sur-mer dans un délai d'un an et tarif réduit au musée du Touquet, au musée Quentovic et au musée de la marine à Etaples).

MISE A DISPOSITION DU SITE

Mise à disposition de la citadelle pour des manifestations à caractère public (après consultation d'un dossier de présentation, établissement d'un cahier des charges et validation d'un contrat de location), sous réserve de disponibilité :

- **Location journalière de 370 euros** comprenant la location de l'arsenal (dont 50€ d'acompte de réservation, non remboursable)

ARSENAL

Mise à disposition de l'arsenal pour les mariages et autres manifestations à caractère privé ou lucratif : paiement d'une location de 270€ par jour. Entrée gratuite pour les invités après le contrôle à l'entrée par un membre de l'organisation. L'entrée de la Citadelle reste payante pour les personnes étrangères à la manifestation.

Tarif de location : 270€ dont

Acompte de réservation : 50€ (non remboursable)

Confirmation de réservation : après versement de l'acompte et payable le jour de l'utilisation : 220€

Location de 100 coupes de champagne : 30€

AUBERGE DE JEUNESSE

Plein tarif : 14€ (taxe de séjour de 0,40€ comprise) : tarif pour une nuit et par personne.

Gratuité : enfants de moins de 2 ans.

Tarif groupe : 12 € (taxe de séjour de 0,40€ comprise) : tarif par nuit et par personnes pour un minimum de 15 nuitées

Acompte de réservation : 3€ par nuit à partir de 15 nuitées. Acompte non remboursable

Badge : en cas de perte du badge d'entrée, la somme de 15€, correspondant au prix d'un badge, sera facturée.

ATELIERS ET VISITES

- Visite guidée simple de la citadelle et/ou du musée Roger Rodière pour un groupe captif d'enfants ou d'étudiants (maximum de 30 enfants) : 40€
- Animation pédagogique pour un groupe d'au plus 30 personnes : 50€
- Visite guidée simple de la citadelle pour un groupe d'adultes (de plus de 18 ans) d'au plus de 30 personnes : 3€ par personne (tarif groupe) et un forfait de 25€ pour la visite guidée.
- Animations hors les murs (à l'extérieur du site musée/citadelle) : 2€ par personne et un forfait déplacement de 20€ par jour
- Visite guidée pour les individuels (thèmes et dates définis dans un programme annuel) : 3€
- Ateliers et visites gratuites pour les Etablissements scolaires de la ville de Montreuil-sur-Mer

TARIFS FACTURES A LA CENTRALE DE RESERVATION GROUPE D'ETAPLES

A partir du 1er janvier 2017, sur présentation d'un bon d'échange correspondant provenant de la centrale de réservation groupe d'Etaples.

Prestation de médiation fournie par le service musée-citadelle :

Visite guidée simple de la citadelle et/ou du musée Roger Rodière pour un groupe captif d'enfants ou d'étudiant (maximum de 30 enfants) : 38€

Visite guidée simple de la citadelle pour un groupe d'adultes (de plus de 18 ans) d'au plus de 30 personnes : 3€ par personne (tarif groupe) et un forfait de 23€ pour la visite guidée.

PRODUITS EN VENTE EN BOUTIQUE DE LA CITADELLE

Location de tablette : 2€
Guide de visite de la citadelle : 3€
Histoire de Montreuil-sur-Mer, Etaples et du Touquet par B. Bethouart : 30€
Montreuil-sur-mer en 1565 (cercle d'étude en pays Boulonnais) : 15€
Les peintres américains : 36€
Les peintres australiens : 28€
Forfait pour les 2 ouvrages (Les peintres américains et les peintres australiens) : 50€
Cartes postales : 0,40€
Cartes postales Benoit Bremer : 1,50€
Poster : 5€
Vill'en poche : 4€
Vill'en poche prix revendeur : 3€
Ecusson en tissu : 1€
Sets de table : 1€
L'histoire d'Estréelles : 20€
Hypocras de la citadelle : 9€
Montreuil au gré des vents, Bruno Ghys : 15€
Tube de crayon de couleur à l'effigie de la citadelle : 2€
Promenade gourmande de Dominique Gall : 19€
Petit guide de l'exposition « des Américains à Montreuil » : 2€
Petit guide de l'exposition « des Américains à Montreuil » prix revendeur : 1€
Catalogue de l'exposition Clovis Normand : 20€
Image par Image de Philippe Valcq : 30€
Enfants... le 4 septembre 1944 dans le pays de Montreuil : 26€
Pot de miel de 250gr : 5€
Pot de miel de 500gr : 8€
Pot de Pollen de 120gr : 7€

Amis des musées

Les luttes scolaires à Montreuil-sur-Mer : 10€
Héritage guide : 3€
Découvrir Montreuil-sur-Mer : 3€
Le culte des saints dans le pays de Montreuil : 2€
Les heures sombres, Montreuil-sur-Mer sous l'occupation : 5€
Catalogue de la sculpture médiévale : 15€
Surtout qu'on nous attende de L. Vasseur : 5€
Corps et âmes, B. Rafray : 3€
Bibliographie historique de Montreuil sur mer et de son pays (2 tomes) : 20€
Quignon, Terre et Mer : 10€
Catalogue d'exposition Siffait de Moncourt : 10€
Réginald Holley et ses amis, l'art en Montreuillois dans les années 70 : 5€
Catalogue d'expo « Des Américains à Montreuil » : 15€

Association MCM

GHQ de fox : 25€
GHQ de Fox en Anglais : 30€

Les compagnons de la Violette :

La violette Hors-série n°1 : 6€
La violette Hors-série n°2 : 6€
La violette Hors-série n°3 : 6,50€
La violette Hors-série n°4 : 10€
La violette n°5 : 3€

La violette n°6 : 4€
La violette n°7 : 4€
La violette n°8 : 4€
La violette n°10 : 5€
La violette n°11 : 5€
La violette n°12 : 5€
La violette n°13 : 5€
La violette n°14 : 6€
La violette n°15 : 6€
La violette n°16 : 10€
La violette n°17-18 : 14€
L'arrondissement de Montreuil : 25€

Editions Ouest France :

Je colorie le Nord-Pas-de-Calais : 2,50€
Je colorie les chevaliers : 5€
Je colorie la Grande Guerre : 2,50€
Je colorie les rois et les reines : 5€
Je colorie les châteaux-forts : 5€
Je découvre et je colorie les armures : 5€
Parle-moi de la première guerre mondiale : 3,90€
Parle-moi des châteaux forts : 4€
Parle-moi du Moyen Age : 4€
Chemins de mémoire 14-18 : 16,50€
La guerre au Moyen age, machines et secret militaire (poche) : 6€
Le livre au Moyen Age (poche) : 6€
Monde des métiers au Moyen Age (poche) : 6€
Châteaux-forts en France du 11^e au 14^e siècle (poche) : 6€
La première guerre mondiale (poche) : 6€
Architecture religieuse gothique : 5,10€
Machine de guerre au Moyen Age : 5,10€
War machine in the middle age : 5,10€
Architecture du bastion: 5€
Le château fort (jeunesse): 2,50€
Villas gallo-romaine (jeunesse) : 2,50€
L'Héraldique: 8,20€
Les métiers au Moyen Age : 17,90€
Les châteaux-forts dans la France du Moyen Age : 14,90€
Lieux mystérieux et insolites dans le Nord-Pas-de-Calais : 15,90€
Itinéraire de découverte le Nord-Pas-de-Calais : 15,90€
Agenda perpétuel : 14€
Soldats de la première guerre mondiale : 5,10€
1^{ère} guerre mondiale (poche) : 6€
Azincourt, la dernière Bataille de la chevalerie française: 14,90€
Tournois et jeux d'armes: 6,50€
Vie des seigneurs au Moyen âge: 4,90€
Vie des chevaliers au Moyen âge: 4,90€
Architecture des châteaux forts: 6,50€
Vauban et l'invention du pré carré français: 14,90€
Vauban et la fortification du royaume: 4,90€
Sites de la première guerre, Nord de France: 14,90€
Circuit souvenir Somme guerre 14-18: 5,10€

Editions Gisserot

- Généalogie des rois et chronologies de l'histoire de France: 5€
- La mort au Moyen Age : 5€
- Reconnaître les styles de l'architecture : 5€
- Reconnaître les saints et les personnages de la Bible : 12€
- La ville au Moyen Age (jeunesse) : 3€
- Les châteaux-forts (jeunesse) : 3€
- Un chevalier au Moyen Age (jeunesse) : 3€
- Les Gaulois (jeunesse) : 3€
- Les Romains (jeunesse) : 2,80€
- La Renaissance (jeunesse) : 2,80€
- Histoire de France (jeunesse) : 3€
- Pirates, corsaires et flibustiers (jeunesse) : 2,80€
- Les princesses au Moyen Age (jeunesse) : 3€
- 100 dates de l'histoire de France (jeunesse) : 5€
- 100 dates of french history (jeunesse): 5€
- Le Moyen Age : 5€
- Histoire de France illustrée : 8,90€
- Les corsaires : 5€
- Les villes fortes au Moyen Age : 5€
- Les Templiers : 5€
- Royal genealogy and a chronological history of Franc: 5€
- Architecture gothique: 5€
- Les recettes du Moyen Age: 5€
- Le château-fort : 5€
- Mémento d'architecture : 2€
- Mémento des châteaux-forts : 2€
- Mémo les saints et leurs attributs : 3€
- Mémo histoire de France : 2,80€
- Mémo les symboles : 3€
- Mémo les châteaux-forts : 2,80€
- Mémo l'art gaulois : 2,80€
- Mémo tous les rois de France : 3€
- Mémo héraldique et blason : 3€
- Mémo les plantes du jardin médiéval : 3€
- Mémo la guerre 14-18 : 3€
- Contes du Moyen Age : 5€
- The history of France : 5€
- Dictionnaire d'architecture : 5€
- La femme au Moyen Age : 5€
- Connaître l'histoire de France : 5€
- Chronologie de l'histoire de la peinture : 6,85€
- Je m'amuse avec les châteaux forts : 2€
- Je m'amuse avec les princesses : 2€
- Le Pas de Calais en mots croisés : 4,90€
- Jeu de 7 familles Trésor du Nord Pas de Calais : 4,90€
- La première guerre mondiale et les batailles de l'Artois : 4,50€
- Cuisiner les légumes oubliés : 5€
- Le fantassin français, collection 14-18 : 5,70€
- De la mort à la mémoire, collection 14-18 : 5,70€
- Repères chronologiques de la guerre à l'ouest, collection 14-18 : 5,70€
- Le paysan au Moyen Age : 5€
- Les métiers au moyen Age : 5€
- Jeu de 7 familles, le moyen Age : 6,50€
- Jeu de 7 familles, la 1ere guerre mondiale : 6,50€

Amiens: 2€
La Baie de Somme: 5€
Mémo Le Jardin des plantes remèdes de Grand Mère: 3€
Mémo toutes les Reines de France: 3€
Dictionnaire des symboles: 8€
Les Jardins au Moyen Age: 5€

Société Ulysse :

Tube de crayons de couleurs : 3€
Bracelet et collier : 4€
Bague : 1€
Mémo chevalier (jeu) : 6€
Dominos chevalier (jeu) : 12€
Mobile en bois : 20€
Toise chevalier/princesse : 8€
Tirelire : 9€
Boite à musique : 15€
Puzzle à encastrer : 8€
Puzzle magnétique : 15€
Morpion magnétique : 8€
Corde à sauter : 5€
Tricotin : 5€
Jeu de dada : 19€

Mémoire d'Opale :

Tome1 :15€
Tome 2 : 15€
Tome 3 :16€

Editions Piccolia :

La clé mystérieuse : 12,95€
Les p'tits juniors : le moyen âge : 7,95€
Les p'tits juniors : le mouton : 7,95€
100 infos à connaître, les guerriers : 5€
100 infos à connaître, les armures et les armes : 5€
100 infos à connaître, châteaux et chevaliers : 5€
100 infos à connaître, l'archéologie : 5€
Observe les châteaux et le Moyen age : 7,50€
Je dessine les fées merveilleuses : 4,95€
Je dessine les princesses : 4,95€
Les princesses, je colorie et j'apprends les mots : 3€
Les chevaliers et les châteaux, je colorie et j'apprends les mots : 3€
Construit ton château fort : 5,90€
Au temps de... Lisa, l'enfant de la Renaissance : 6,95€
Au temps de... Frédéric, l'enfant du Moyen Age : 6,95€
Au temps de... Eloïse, l'enfant du XVIIIe siècle : 6,95€
Au temps de... Jean, l'enfant de la première guerre mondiale : 6,95€
Les grandes cachettes le chevalier : 6,95€
Les grandes cachettes les princesses : 6,95€
Nouveau titre :
Une journée au château du XVIIIe siècle : 3,95€

Editions Flammarion :

ALIENOR D'AQUITAINE : 4,60€
FRERES DE GUERRE – 6,10€

GUILLAUME PETIT CHEVALIER tome 1,2, 3, 4, 6, 8 - 4,95€
GUILLAUME PETIT CHEVALIER tome 5, 7, 9, 10, 11 - 5€
LA GUERRE DES PETITS SOLDATS - 4,60€
LE CHATEAU DES POULFENC T1 - 5,60 €
LE CHATEAU DES POULFENC T2 - 5,10 €
LE CHATEAU DES POULFENC T3 5,60 €
LE CRIME DE LA PIERRE LEVEE - 5,60 €
LE SECRET DU TEMPLIER 4,70 €
LE SEIGNEUR SANS VISAGE - 5,60 €
MON AMI LOUIS - 5,60 €
UN HEROS PAS COMME LES AUTRES 4,10€
FARCE DU CUVIER ET AUTRES FARCES DU MOYEN AGE 2,70 €
LA CHANSON DE ROLAND 3,30 €
LANCELOT 2,90 €
LE ROMAN DE MERLIN 3,80 €
LE ROMAN DE RENART 2,70 €
LES CHEVALIERS DU MOYEN AGE 2,90€
LES MISERABLES T2 3,50 €
LES MISERABLES T1 3,50 €
PERCEVAL OU LE CONTE DU GRAAL 2,90 €
YVAIN OU LE CHEVALIER AU LION 2,90 €
LA LEGENDE DE SAINT NICOLAS 4,40 €
MERLIN-MERLOT - 4,40 €

Camocas :

Epée en bois : 5€
Grande épée en bois : 7€
Bouclier : 9€
Tunique de chevalier : 12€
Robe de princesse : 25€
Coiffe : 6€
Capuchon Cotte de maille : 6€
Arc en bois : 12€
Arbalette : 15€
Aumonière : 4€
Hache : 5€

Esprit maquette :

Changement de prix :

Maquette de machine de guerre : 16€ au lieu de 15€

Société Anima :

Peluche mouton : 14,90€
Peluche chauve souris : 14,90€
Peluche agneau couché et petit : 10€

Editions Henry :

Mon collègue en haut des remparts : 15€
Eugène Chigot Itinéraires : 35€
Dourlent, quand s'ouvre l'horizon : 20€
Les mystères de Quentovic : 12€
L'horrible recette de sarah Tatouille la sorcière : 11€
Promenade à Montreuil sur mer : 12€

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

☛ **Proposition de modification de la convention de location des locaux de la Crêperie de la rue du Clape en Bas**

Par délibération en date du 05 Avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montreuil-sur-Mer a décidé de louer pour la période du 01^{er} Juin au 31 Août 2016, les locaux de la crêperie sis rue du Clape en Bas à Montreuil-sur-Mer moyennant un loyer forfaitaire de 2.500 € (non compris les charges) à Madame Séverine DUJARDIN et Messieurs Michel GUERVILLE et Xavier LAUNE.

La crêperie n'ayant pu être louée à la période et aux personnes sus-énoncées, il est proposé aux Membres du Conseil Municipal de louer à Monsieur Xavier LAUNE les locaux de la crêperie pour la période du 01^{er} Juillet au 30 Septembre 2016 et ce, moyennant un loyer forfaitaire de 1.875 €.

Dans le cadre de cette exploitation temporaire, la licence IV n° 62/11279 appartenant à la Ville de Montreuil-sur-Mer sera mise à disposition de Monsieur Xavier LAUNE.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Décision Budgétaire Modificative**

Dans le cadre du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC), la Ville de Montreuil-sur-Mer a été informée de la proposition de répartition de droit commun entre la « Communauté de Communes du Montreuillois » et ses communes membres et s'est vue prélever un montant de 17.922 €, montant non connu lors de la préparation du Budget Primitif 2016.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à autoriser la décision budgétaire modificative suivante et ce, afin de compléter l'inscription de l'article budgétaire correspondant :

	Dépenses	Recettes
Article 73925 Fonds de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales	+ 7.922 €	
Article 022 Dépenses imprévues	- 7.922 €	
	-----	
	0 €	

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

☛ **Admissions en non-valeur et créances éteintes**

Je vous propose d'admettre en non-valeur les redevances d'eau suivantes :

- Christelle LARRIEU pour	301,58 € TTC
- Martine PICHONNIER pour	171,56 € TTC
- Martine PICHONNIER pour	396,12 € TTC

Les crédits ont été inscrits à l'article 6541 de chaque Budget Primitif 2016.

Je vous propose d'admettre ces dettes en non-valeur.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

De plus, je vous propose d'admettre en « créances éteintes » les redevances d'eau suivantes :

- Philippe JAMONT pour	771,28 € TTC
- CL CONSEIL pour	127,92 € TTC
- Nadine BLONDEL pour	242,43 € TTC
- Geneviève VICTORIA pour	235,64 € TTC

Les crédits ont été inscrits à l'article 6542 de chaque Budget Primitif 2016.

Je vous propose d'admettre ces dettes en créances éteintes.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- Personnels – Tableau des effectifs

Dans le cadre de l'évolution des emplois et des compétences des agents municipaux, Monsieur le Maire propose à l'assemblée la modification du tableau des effectifs comme suit :

- la transformation au 01^{er} Juillet 2016 d'un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet en un poste d'agent de maîtrise à temps complet
- la création au 1^{er} juillet 2016 d'un poste d'un adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet au budget service des eaux.

Le Conseil Municipal est invité à :

- Adopter la transformation et la création des postes proposés.
- Autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures utiles à leur mise en œuvre

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- Délibération fixant la liste des emplois et les conditions d'occupation des logements de fonction

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que :

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 Novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code général des collectivités territoriales : « Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité ou l'établissement public concerné, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de ces emplois ».

Les décisions individuelles sont prises en application de cette délibération par l'autorité territoriale ayant le pouvoir de nomination.

Le Maire rappelle à l'assemblée qu'un logement de fonction peut être accordé :

- ✓ Pour nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate.
- ✓ Lorsqu'un agent est tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qu'il ne remplit pas les conditions ouvrant droit à la concession d'un logement par nécessité absolue de service, une convention précaire avec astreinte peut lui être accordée. La redevance mise à la charge du bénéficiaire est égale à 50 % de la valeur locative réelle des locaux occupés.

Toutes les charges courantes liées au logement devront être acquittées par l'agent.
Le Maire propose à l'assemblée de fixer la liste des bénéficiaires d'un logement de fonction de la Ville de Montreuil-sur-Mer comme suit :

- Concession de logement pour nécessité absolue de service

Emplois	Obligations liées à l'octroi du logement
Concierge Mairie	Nécessité d'une présence régulière sur site
Concierge Auberge de Jeunesse	Nécessité d'une présence régulière sur site

- Convention d'occupation précaire avec astreinte : Néant

Le Conseil Municipal est invité à :

- adopter la proposition du Maire,
- inscrire au budget les crédits correspondants.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- **Personnels – Mise en œuvre du R.I.F.S.E.E.P. (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)**

Le Conseil Municipal de la Ville de Montreuil-sur-Mer,

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire

tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Sous réserve de l'avis du Comité Technique sollicité le 4 mai 2016,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de créer le RIFSEEP et d'en déterminer les critères d'attribution.

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé de deux parties :

- L'Indemnité de Fonctions, des Sujétions et d'Expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle (I.F.S.E.);
- Le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent ;

L'I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées, les dispositifs d'intéressement collectif, les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat, les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail et la prime de responsabilité. L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le R.I.F.S.E.E.P est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.

1/ Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

1.1/ - Le principe :

L'I.F.S.E vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- ✓ Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- ✓ Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- ✓ Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

1.2/ - Les bénéficiaires :

L'I.F.S.E peut être attribué :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public occupant un emploi permanent à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

1.3/ - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Direction ou direction adjointe d'une collectivité, ...	49 980€	49 980€
Groupe 2	Responsable de plusieurs services, ...	46 920€	46 920€
Groupe 3	Responsable d'un service, ...	42 330€	42 330€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des attachés territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Direction d'une collectivité, Direction adjointe d'une collectivité, secrétariat de mairie, ...	36 210€	22 310€

Groupe 2	Responsable de plusieurs services, ...	32 130€	17 205€
Groupe 3	Responsable d'un service, ...	25 500€	14 320€
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...	20 400€	11 160€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Conseiller technique, responsable de l'organisation et du fonctionnement du service social et du service socio-éducatif, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	19 480€	19 480€
Groupe 2	Autres fonctions, ...	15 300€	15 300€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	17 480€	8 030€
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer un ou plusieurs services, ...	16 015€	7 220€
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, ...	14 650€	6 670€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	17 480€	8 030€
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services, chef de bassin, ...	16 015€	7 220€
Groupe 3	Sujétions, qualifications,...	14 650€	6 670€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des animateurs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	17 480€	8 030€
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer un ou plusieurs services, ...	16 015€	7 220€
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, sujétions, qualifications...	14 650€	6 670€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Encadrement de proximité, d'usagers, fonction de coordination ou de pilotage, ...	11 970€	11 970€
Groupe 2	Sujétions, qualifications...	10 560€	10 560€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des techniciens territoriaux*</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Direction d'un service, niveau d'expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, ...	11 880€	7 370€
Groupe 2	Responsable d'un équipement, adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, contrôle des chantiers, gérer ou animer un ou plusieurs services, ...	11 090€	6 880€
Groupe 3	Contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages, surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public, ...	10 300€	6 390€

* sous réserve de la parution de l'arrêté de transposition applicable au corps des techniciens territoriaux

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	11 340€	7 090€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, ...	10 800€	6 750€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340€	7 090€
Groupe 2	Exécution, ...	10 800€	6 750€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, ...	11 340€	7 090€
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800€	6 750€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des APS</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Responsable de la sécurité des installations servant aux A.P.S., assister le responsable de l'organisation des A.P.S., surveillant des piscines et baignades, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340€	7 090€
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800€	6 750€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation</i>		<i>Plafonds annuels</i>	
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Non logé</i>	<i>Logé par nécessité absolue de service</i>
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340€	7 090€
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800€	6 750€

1.4/ Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions,
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

1.5/ Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

1.6/ Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

Elle sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

1.7/ Clause de revalorisation :

Les plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

8/ La date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2016

2/ Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

2.1/ - Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

2.2/ - Les bénéficiaires :

Le C.I.A peut être attribué :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public occupant un emploi permanent à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

2.3/ - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Direction ou direction adjointe d'une collectivité, ...	8 820€
Groupe 2	Responsable de plusieurs services, ...	8 280€
Groupe 3	Responsable d'un service, ...	7 470€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des attachés territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Direction d'une collectivité, Direction adjointe d'une collectivité, secrétariat de mairie, ...	6 390€
Groupe 2	Responsable de plusieurs services, ...	5 670€
Groupe 3	Responsable d'un service, ...	4 500€
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...	3 600€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Conseiller technique, responsable de l'organisation et du fonctionnement du service social et du service socio-éducatif, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications,...	3 440€
Groupe 2	Autres fonctions, ...	2 700€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	2 380€
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer un ou plusieurs services, ...	2 185€
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, ...	1 995€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	2 380€
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services, chef de bassin, ...	2 185€
Groupe 3	Sujétions, qualifications,...	1 995€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des animateurs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	2 380€
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer un ou plusieurs services, ...	2 185€
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, sujétions, qualifications...	1 995€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Encadrement de proximité, d'usagers, fonction de coordination ou de pilotage, ...	1 630€
Groupe 2	Sujétions, qualifications...	1 440€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des techniciens territoriaux*</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Direction d'un service, niveau d'expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, ...	1 620€
Groupe 2	Responsable d'un équipement, adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, contrôle des chantiers, gérer ou animer un ou plusieurs services, ...	1 510€
Groupe 3	Contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages, surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public, ...	1 400€

* sous réserve de la parution de l'arrêté de transposition applicable au corps des techniciens territoriaux

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, ...	1 200€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1 260€
Groupe 2	Exécution, ...	1 200€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, ...	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des APS</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Responsable de la sécurité des installations servant aux A.P.S., assister le responsable de l'organisation des A.P.S., surveillant des piscines et baignades, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200€

<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation</i>		<i>Plafonds annuels</i>
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200€

2.4/ - Les modalités de maintien ou de suppression du complémentaire indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, ce complément sera maintenu intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement du complément indemnitaire annuel est suspendu.

2.5/ - Périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement semestrielle et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

2.6/ - Clause de revalorisation:

Les plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

2.7/ - La date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2016.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

- Questions diverses

- Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable – Lotissement de la Basse Canche – Appel à projets « réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable »

Par courrier en date du 14 mars 2016, l'Agence de l'Eau Artois Picardie a fait part à ses partenaires du lancement d'un appel à projets intitulé « réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable ».

Cet appel à projet, dont l'objectif est de favoriser l'émergence de programmes de travaux ciblés d'amélioration des performances des réseaux dans les collectivités, vise à soutenir les travaux de réhabilitation et de remplacement des canalisations du réseau de distribution d'eau potable.

A cet égard, un projet de travaux sur le lotissement de la basse canche- rue du Moulin des Orphelins, rue des Prés de la Ville, rue du Déversoir, rue de l'Oseraie- est susceptible de remplir les critères d'éligibilité du présent appel à projet.

En effet, depuis quelques années, ce secteur peut être assimilé comme fuyard et ce compte tenu des fuites constatées (quatre en 2014, huit en 2015, trois en 2016).

Il est à noter que dans le cadre de l'étude patrimoniale du réseau de distribution d'eau potable ce secteur est classé en priorité 1 dans le classement des travaux à effectuer.

Estimés à 138.092,50 € H.T., les travaux sont susceptibles de bénéficier d'un financement auprès de l'Agence de l'Eau Artois Picardie à hauteur de 65%.

Le Conseil Municipal est invité à :

- approuver le principe de l'opération
- autoriser Monsieur le Maire à solliciter la subvention auprès de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.

Vote de l'Assemblée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.